

Subdivision de la Haute-Loire
4, rue de la Passerelle B.P.347
43012 LE PUY EN VELAY CEDEX
Téléphone : 04.71.06.62.30
Télécopie : 04.71.09.14.25
Internet : www.auvergne.drire.gouv.fr

Le Puy en Velay, le 5 juin 2007

Affaire suivie par
Mél. @industrie.gouv.fr
07.196..doc

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

M.F.P. MICHELIN à Blavozy

Rapport de l'inspecteur des installations classées
au Conseil Départemental de l'Environnement
et des Risques Sanitaires et Technologiques

objet : installations classées pour la protection de l'environnement
déclarations de modifications et mise à jour des prescriptions

réf : transmissions de monsieur le préfet de la Haute-Loire, bureau de l'environnement et
de l'urbanisme en date des 16 mars 2006 et 9 janvier 2007.

I – Présentation de la société

1 – Informations générales

Nom	:	M.F.P. MICHELIN
Adresse	:	ZI de Blavozy – 43700 BLAVOZY
Activité	:	fabrication de pneumatiques de génie civil
N° SIREN	:	855.200.507.01866
Directeur de l'usine	:	Ian BOULTON
Responsable environnement	:	Jean-Marc LECLERC
Téléphone	:	04.71.05.36.42
Télécopie	:	04.71.05.36.70
Courriel	:	Jean-Marc.Leclerc@fr.michelin.com
Site Internet	:	www.michelin.com
Effectif	:	650

.../...

2 – Historique et activités

La Manufacture Française des Pneumatiques MICHELIN exploite dans la zone industrielle de Blavozy/St Germain Laprade une usine de fabrication de pneumatiques de génie civil.

L'exploitation de cette usine, soumis à autorisation au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, est actuellement réglementée par un arrêté préfectoral du 5 janvier 2000, modifié le 29 juillet 2003.

En application de l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, cette entreprise a déclaré au cours de l'année 2006 une modification de sa chaufferie, puis début 2007 une augmentation de sa capacité de production.

II – Examen des déclarations de modification

1 – Modification de la chaufferie

Par transmission du 13 mars 2006, la société MICHELIN a communiqué à monsieur le préfet de la Haute-Loire un dossier décrivant son projet de modification de la chaufferie de l'usine comportant :

- le remplacement du brûleur au fioul lourd de la chaudière n° 1 pour permettre une alimentation au gaz naturel,
- l'adaptation des 2 brûleurs de la chaudière n° 2 pour permettre une alimentation mixte gaz naturel/fioul domestique au lieu de gaz naturel/fioul lourd,
- l'installation d'une 3^{ème} chaudière (CH03) alimentée au gaz naturel.

L'objectif de ces transformations est d'une part de disposer en permanence d'une chaudière de secours, quelle que soit la consommation de vapeur de l'usine, et d'autre part de réduire les rejets atmosphériques par la suppression de l'utilisation du fioul lourd, tout en répondant au risque de délestage de GDF avec un fonctionnement au fioul domestique de la chaudière mixte.

La puissance des chaudières est la suivante :

- CH01 (GN) : 7,7 MW
- CH02 (GN/FOD) : 7,7 MW
- CH03 (GN) : 6,8 MW

Le besoin en vapeur peut en fait être assuré à environ 80 % par une seule chaudière et le complément par une deuxième. La puissance maximale en fonctionnement ne dépassera donc pas 15,4 MW, ce qui correspond à la puissance mentionnée actuellement dans l'arrêté d'autorisation (installation soumise à déclaration). Cet arrêté doit par contre mentionner explicitement l'obligation de n'utiliser simultanément que deux chaudières ; si exceptionnellement, lors des phases de démarrage ou d'arrêt ou à l'occasion de tests ou d'analyses, cette règle n'était pas respectée, le régime des chaudières sera alors limité de façon à ne pas dépasser la puissance thermique maximale autorisée.

Il convient également d'adapter dans l'arrêté d'autorisation les valeurs limites pour les rejets atmosphériques ainsi que les conditions de contrôle pour tenir compte de la suppression de l'alimentation en fioul lourd (prescriptions de l'arrêté du 25 juillet 1997 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux installations de combustion soumises à déclaration).

La rédaction de l'article 12 de l'arrêté du 5 janvier 2000, qui fixe les prescriptions particulières applicables à la chaufferie, doit être modifiée pour tenir compte de l'existence de la 3^{ème} chaudière et de la suppression du fioul lourd (par la même occasion, la phrase qui concerne deux groupes électrogènes doit être supprimée puisqu'ils n'existent plus).

Le changement de combustible rend maintenant inutile le stockage de fioul lourd, composé de deux cuves aériennes d'une capacité totale de 1 020 t. L'activité de stockage de liquides inflammables devient donc soumise à déclaration (capacité équivalente 22 m³ au lieu de 106 m³). De même, la rubrique 1434-2 qui concerne les installations de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation devient caduque. Seule subsiste, pour l'activité de distribution de liquides inflammables, la pompe de remplissage en solvant des récipients mobiles utilisés dans les ateliers, qui est soumise à déclaration.

2 – Augmentation de la capacité de production

Par transmission du 27 décembre 2006, la société MICHELIN a indiqué à monsieur le préfet de la Haute-Loire son intention de procéder à une augmentation de capacité de production du site de Blavozy, en joignant à sa déclaration un dossier comportant les éléments d'appréciation nécessaires et notamment une description des impacts sur l'environnement de cette extension.

Dans ce dossier, il apparaît que la capacité de transformation à chaud de caoutchoucs (rubrique n° 2661-1) passera de 109 à 127 t/j (+ 17 %) et la transformation à froid (rubrique 2661-2) de 138 à 145 t/j (+ 5 %). Pour cela un léger agrandissement du bâtiment de production est nécessaire (810 m² soit 1,4 % de la surface couverte) pour accueillir 5 presses supplémentaires. Les capacités de stockage, tant des matières premières que des produits finis, ne seront par contre pas augmentées, seuls les flux d'approvisionnement et d'évacuation seront modifiés.

L'analyse des impacts et des risques liés à ce projet montre que les effets sur l'environnement sont limités à une légère augmentation de la consommation d'eau, mais la valeur limite fixée à 80 m³/j pour les rejets ne sera pas dépassée, et une augmentation de la consommation de solvants proportionnelle à l'augmentation de production.

A noter sur ce plan que cette usine est particulièrement performante en ce qui concerne la consommation de solvants, puisque le schéma de maîtrise des émissions de composés organiques volatils, approuvé en janvier 2005, a fixé un objectif ambitieux de limitation des émissions à 1,25 g de COV par kg de pneumatique fabriqué. Ce ratio, extrêmement faible au sein de la profession, est respecté et continuera de l'être après extension.

Dans ces conditions, l'inspection estime que cette augmentation de capacité ne peut pas être considérée comme une modification notable et ne nécessite pas une nouvelle demande d'autorisation, ni de fixer de nouvelles prescriptions, hormis la modification des capacités dans le tableau des rubriques de classement de l'arrêté d'autorisation.

III – Actualisation des prescriptions

1 – Mise à jour des rubriques de classement

Depuis l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2003, qui a modifié celui du 5 janvier 2000, plusieurs rubriques de la nomenclature des installations classées ont été créées ou modifiées.

Parmi celles-ci, l'établissement de Blavozy de la société MICHELIN est concerné par :

- n° **2564** (dégraissage aux solvants) : les solvants utilisés n'ayant pas les phrases de risques visés dans cette rubrique, le volume utilisé (200 l) est maintenant inférieur au seuil de classement
- n° **2921** (tours aéroréfrigérantes) : ces installations sont soumises à déclaration selon les critères de cette rubrique spécifique ; elles étaient visées auparavant par la rubrique n° 2920, de laquelle elles doivent être retirées (par contre les climatiseurs des bureaux doivent être intégrés dans cette rubrique 2920, ce qui porte la puissance totale pour la réfrigération à l'aide de fluides frigorigènes de 24 à 130 kW) ; les prescriptions à respecter pour les tours aéroréfrigérantes sont maintenant celles de l'arrêté du 13 décembre 2004
- n° **2925** (charge d'accumulateurs) : le seuil de classement a été relevé de 10 à 50 kW, ce qui ne change rien dans le cas présent puisque l'activité est toujours soumise à déclaration; la puissance totale est passée de 132 kW à 450 kW, surtout par suite des évolutions technologiques des chariots élévateurs (de 24 V à 80 V) et des chargeurs.

Par ailleurs, l'activité de traitement et développement des surfaces photosensibles à base argentique, visée à la rubrique n° 2950 et soumise à déclaration, sera supprimée d'ici la fin de l'année 2007, par suite de l'installation d'un nouvel atelier de radiologie industrielle utilisant un générateur à rayonnements ionisants et une gestion informatique des données.

2 – Prescriptions complémentaires

a) ancienne lagune

Les eaux industrielles transitaient auparavant par une lagune de décantation avant rejet dans le milieu naturel (rivière Semène) via le collecteur public de la zone industrielle. Cette lagune n'est plus utilisée depuis l'installation en décembre 2003 d'un dispositif de traitement plus performant (séparateur-décanteur, filtre à sable, régulation de pH) ; elle est aujourd'hui asséchée.

Au-delà de la simple modification rédactionnelle de l'article de l'arrêté décrivant les circuits d'eaux usés (article 5.3), il est nécessaire aujourd'hui d'exiger de la part de l'entreprise un diagnostic de l'état des sols au droit de cette ancienne lagune, pour pouvoir décider de son devenir. Compte-tenu des démarches engagées à la suite de nos visites d'inspection, cette étude devrait pouvoir être produite d'ici le 31 août 2007.

b) anciennes cuves de fioul

Les anciennes cuves de fioul lourd doivent être convenablement vidées, dégazées et si possible éliminées. L'exploitant a souhaité disposer d'un délai jusqu'au 31 août 2007 pour effectuer ces opérations, ce qui semble acceptable.

c) utilisation de sources radioactives

Depuis la parution des nouvelles rubriques n° 1700 et 1715 concernant l'utilisation de sources radioactives, les 2 sources de ^{90}Sr (activité totale 2 x 185 MBq au lieu de 185 MBq indiqué par erreur dans les arrêtés précédents) utilisées pour des mesures d'épaisseur sont maintenant soumises à autorisation (non classables auparavant).

Ces installations bénéficient de l'antériorité mais il convient toutefois d'imposer dans l'arrêté d'autorisation des prescriptions à respecter. Ces prescriptions concernent notamment les conditions de reprise des sources non utilisées ou périmées, le processus de suivi des mouvements de sources, la nomination d'une personne responsable, le bilan quinquennal d'exercice de cette activité, les mesures de prévention contre le vol, la protection contre l'exposition aux rayonnements ionisants, la signalisation et l'entretien des appareils.

3 – Mises à jour diverses

a) émissions de COV

La société MICHELIN s'étant orientée vers un schéma de maîtrise des émissions de COV plutôt que vers une installation de traitement, l'article 4.2.2 doit être modifié pour tenir compte de cette décision.

b) distribution de solvants

Cette distribution s'effectue dans un local sécurisé (parois coupe-feu, aération mécanique, accès réservé, rétention...) et non en plein air comme il l'est indiqué à l'article 12 quinquies de l'arrêté. Cet article avait surtout été rédigé pour le remplissage des cuves de fioul lourd et doit donc être modifié.

Le local en question doit prochainement être reconstruit à l'extérieur des ateliers de fabrication pour améliorer encore la sécurité.

III – Propositions.

Dans le cadre de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977, nous proposons donc à monsieur le préfet de la Haute-Loire d'actualiser les prescriptions imposées à la société MFP MICHELIN pour son usine de Blavozy, selon le projet d'arrêté complémentaire annexé au présent rapport, après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

Ce projet prend notamment en compte l'évolution de la nomenclature depuis l'autorisation actuelle, les éléments des dossiers de modifications produits par l'exploitant, ainsi que les différentes mises à jour évoquées précédemment.

L'inspecteur des installations classées
Chef de la subdivision de la Haute-Loire

signé